

LES AFFAIRES ANGOLAISES DE TRAFIGURA



Déclaration de Berne
Dichiarazione di Berne
Erklärung von Bern

IMPRESSUM

Editeur : Déclaration de Berne. Ce rapport est disponible en français, en allemand et en anglais sur www.ladb.ch.

Mention légale : En cas de doute, la version allemande fait foi.

Référence : Les affaires angolaises de Tráfico, DB (Ed.), Lausanne/Zurich, février 2013

Photo page de titre : Complexe pétrolier de la compagnie étatique angolaise Sonangol à Luanda.

© Robin Hammond / Panos

Graphisme : www.clerici-partner.ch

RÉSUMÉ

Pour se tailler la part du lion en Angola et obtenir de juteux contrats, Trafigura s'est alliée à un personnage clé du régime de Luanda: le général Leopoldino Fragoso do Nascimento. La Déclaration de Berne s'interroge sur le bien-fondé, pour le peuple angolais, de ces joint-ventures établies dans d'opaques juridictions. Basée à Lucerne et à Genève, Trafigura est partie prenante d'accords dans lesquels le risque est grand que la distinction entre inté-

rêts privés et intérêt public apparaisse confuse. A tout le moins, le général et ses deux associés, Manuel Vicente, vice-président angolais, et le général Manuel Helder Vieira Dias Jr., ont éveillé la curiosité de la justice aux Etats-Unis et au Portugal.

L'enquête de la Déclaration de Berne montre la nécessité de réguler, en Suisse, le secteur hautement sensible du négoce des matières premières. Accroître la transparence

est essentiel pour limiter les risques de corruption et permettre aux populations des pays producteurs de réclamer des comptes à leur gouvernement sur la manière dont sont administrées leurs ressources naturelles.

Contacté, Trafigura n'a pas souhaité répondre aux questions de la Déclaration de Berne (voir Annexe 2).

Malgré une croissance à deux chiffres ces dix dernières années¹, l'Angola demeure l'un des pays les plus pauvres de la planète si l'on considère l'indice de développement humain. Cette situation doit beaucoup au partage inéquitable de la rente pétrolière dans ce pays classé parmi les plus corrompus de la planète². Le Fonds monétaire international s'est ainsi récemment inquiété à propos des 31,4 milliards de dollars qui avaient disparu quelque part entre Sonangol, la société étatique des pétroles angolais, et les comptes de l'Etat entre 2007 et 2010³. Mû par une soif inextinguible de richesses, le Gouvernement angolais exige systématiquement des firmes occidentales désireuses d'y faire des affaires qu'elles s'allient sous forme de joint-ventures avec des « partenaires locaux », en fait des hommes proches du président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis 1979⁴.

A ce jeu-là, Trafigura, troisième plus grande compagnie suisse en termes de chiffre d'affaires⁵, ayant réalisé un bénéfice de près d'un milliard de dollars en 2012⁶, joue, mise et gagne. Pour gagner, la firme basée à Lucerne et à Genève s'est alliée à l'un des hommes clés du régime autocratique de Luanda: le général Leopoldino

Fragoso do Nascimento, également surnommé « Dino », ancien chef de la communication de la présidence angolaise, aujourd'hui conseiller spécial du général Manuel Helder Vieira Dias Jr., chef du Bureau militaire de la présidence angolaise. Cette alliance a été consacrée par le mariage de Trafigura PTE (Singapour) et une firme nommée Cochan PTE (Singapour). Cette dernière a notamment pour directeur le général Dino et pour unique actionnaire Cochan (Bahamas)⁷, un paradis fiscal réputé pour son niveau de secret élevé et la faiblesse de l'imposition des sociétés⁸. Aux Bahamas, Cochan est apparemment domiciliée chez Michael W. Horton, avocat⁹.

Ce mariage a donné naissance à un enfant: DTS Holdings, aussi appelé « DT Group », créé en 2009 à Singapour¹⁰. DTS Holdings a notamment pour directeur ce même Dino ainsi que Claude Dauphin, l'un des fondateurs de Trafigura¹¹.

Si DTS Holdings est actif en Angola dans les infrastructures, la logistique et la gestion de patrimoine¹², c'est dans le pétrole qu'il tire l'essentiel de ses revenus. Le groupe bénéficie d'un contrat SWAP, peut-être l'un des plus importants du monde: il exporte du brut angolais (quantité inconnue) en échange de quoi il fournit,

¹ <http://www.worldbank.org/en/country/angola>; consulté le 21.1.2013.

² En 2012, l'Angola s'est classé 157^e dans l'index de Transparency International: <http://cpi.transparency.org/cpi2012/results/>

³ December 2011, IMF Country Report No. 11/346. Lire aussi <http://www.hrw.org/print/news/2012/07/11/angola-imf-should-insist-audit>; le 11 juillet 2012. Dans ce rapport, il apparaît que Luanda a pu justifier 85% de ces « pertes », mais Human Rights Watch conclut néanmoins que Sonangol est le portemonnaie discrétionnaire du gouvernement.

⁴ Lire à ce sujet Rafael Marques de Morais, « Corruption in Angola: An Impediment to Democracy », 2011.

⁵ Classement *HandelsZeitung* 2012.

⁶ Reuters, « Trafigura 2012 earnings fall below \$1 bln », 21.12.2012.

⁷ Registre du commerce de Singapour: <http://www2.bizfile.gov.sg/>

⁸ Lire à ce sujet le dernier rapport du Tax Justice Network consacré aux Bahamas: <http://www.secretaryjurisdictions.com/PDF/Bahamas.pdf>

⁹ Cette information a été trouvée par une recherche Google à partir de l'adresse de Cochan (Bahamas) telle qu'elle figure au Registre du commerce de Sin-

gapour: <http://www2.bizfile.gov.sg/>. Voir le site du barreau des Bahamas: www.bahamasbarassociation.com/dynamicdata/printmember.asp?id=619; consulté le 24.1.2013.

¹⁰ Registre du commerce de Singapour: <http://www2.bizfile.gov.sg/>. On trouve aussi, dans le rapport annuel 2009 de Trafigura, un DT Refining Inc. et un DT Shipping Holding LLC dans les îles Marshall ainsi que DT Trading aux Bahamas.

¹¹ Registre du commerce de Singapour: <http://www2.bizfile.gov.sg/>

¹² www.dtsholdings.com



Manuel Vicente en conférence de presse à Luanda, en mai 2012. © AFP PHOTO/ESTELLE MAUSSION

depuis 2009, l'intégralité des produits pétroliers dont l'Angola a besoin pour sa consommation domestique. En 2011, Energy Compass a évalué ce monopole détenu par DTS Refining, une filiale à 100% de DTS Holdings, à 3,3 milliards de dollars¹³.

Il existe une troisième déclinaison de Cochan, en Angola, cette fois. Si ses liens juridiques avec ses homologues de Singapour et des Bahamas demeurent incertains, des indices rendent la relation vraisemblable. Cochan (Angola) est ainsi en joint-venture avec Puma Energy, une importante filiale de Trafigura active dans 30 pays¹⁴. Avec 51 % des parts, Cochan domine cette alliance également fort lucrative et baptisée «Pumangol Holdings», basée dans les îles Vierges britanniques¹⁵. En août 2010, un décret présidentiel signé par dos Santos autorise des «contrats d'investissements» pour

quelque 931 millions de dollars¹⁶. Fait éloquent: le signataire du contrat pour Cochan est un avocat angolais nommé Nahary Vieira Dias Cardoso David; il possède une adresse email @trafigura.com¹⁷. Depuis, Pumangol a construit une soixantaine de stations-services dans le pays et enregistre un chiffre d'affaires quotidien d'un million de dollars, selon son directeur, Paul Edwards¹⁸. En septembre 2011, Trafigura a encore vendu 20 % de Puma Energy à Sonangol Holdings LDA, liant davantage encore les destinées du pays et de la firme helvétique¹⁹.

A la tête de Cochan (Angola) se trouve un homme jamais très éloigné du général Dino, un certain Zandree Eudénio de Campos Finda ainsi que Antonio Carlos de Oliveira²⁰. Zandree Finda représente le général dans une multitude de firmes, de la Banco Espirito Santo An-

¹³ Energy Compass, « Angola: What's behind Trafigura's ejection from Products Swap? », 21.9.2012

¹⁴ <http://www.puma-energy.com/>

¹⁵ Outre les îles Vierges britanniques, Pumangol compte pas moins de huit entités dans les îles Marshall: la Déclaration de Berne, « Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des ressources », p. 248.

¹⁶ Diario da Republica, Orgao Oficial da Republica de Angola, 10 de Setembro de 2010.

¹⁷ Voir le site de l'ordre des avocats d'Angola: <http://www.aaang.org/content/listagem-advogados-letra-n-1>; consulté le 21.01.2013.

¹⁸ Rafael Marques de Morais, « Trafigura and the Angolan Presidential Mafia », 5.1.2013. L'article est disponible en anglais sur: <http://makaangola.org/2013/01/05/trafigura-e-a-mafia-presidencial/?lang=en>

¹⁹ Reuters, « Trafigura sells stake in Puma to Angola », 30.09.2011. En 2010, Puma Energy avait déjà vendu à Sonangol

10 % des stations-services acquises à BP en Afrique australe (Africa Energy Intelligence, « Sonangol buys into Puma », N° 660, 5.10.2011).

²⁰ Diario da Republica, Orgao Oficial da Republica de Angola, 10 de Setembro de 2010.

gola à Movicel. En réalité l'adresse de Cochán à Luanda (Rua Luis Mota Feo 3-2°, Apt 5, Ingombota) est la même que celle d'une quarantaine de sociétés appartenant à un trio d'officiels angolais, tous proches du président dos Santos, qui dominent l'économie du pays²¹. Ce « triumvirat » comprend, outre le général do Nascimento, Manuel Vicente, ancien CEO de Sonangol et actuel vice-président angolais, et le général Manuel Helder Vieira Dias Jr., alias Kopelipa. Kopelipa était – et est toujours – le supérieur direct de Dino lorsque ce dernier a pris la direction de DTS Holdings, en mai 2010.

Ce triumvirat, également actionnaire d'une firme nommée Nazaki Oil & Gas, dont le CEO n'est autre que Zandree Finda, a aussi bénéficié du « soutien » présidentiel pour s'imposer comme partenaire à Cobalt International Energy²². Antonio Carlos de Oliveira, l'autre directeur de Cochán (Angola), siège également au conseil d'administration de Nazaki en tant que directeur non exécutif. Basée au Texas, Cobalt a obtenu la licence pour exploiter deux blocs pétroliers. Toutefois, précisément en raison de ce partenariat, Cobalt fait l'objet d'une enquête en cours de la Securities and Exchange Commission ainsi que du Department of Justice sous le Foreign Corrupt Practices Act²³. Cobalt a affirmé que la joint-venture avec Nazaki, une firme que la société texane ne « connaissait pas » auparavant, a été imposée par les autorités angolaises²⁴.

Décidément très sollicité par le triumvirat, Zandree Finda est aussi CEO de l'un des deux opérateurs de téléphonie mobile du pays, Movicel. Cette ancienne compagnie étatique a été privatisée en 2010 par décret présidentiel. Le triumvirat a reçu 40 % de ses actions sans appel d'offres²⁵.

Zandree Finda siège enfin à la Banco Espirito Santo Angola (BESA), filiale de la banque portugaise Banco Espirito Santo²⁶. Dans ce cas, le triumvirat fait l'objet de poursuites pénales au Portugal pour fraude fiscale et blanchiment d'argent²⁷. En cause: la vente, pour 375 millions de dollars, de 24 % du capital de la BESA à Portmill, un fonds d'investissement appartenant au trio. Portmill est également détenteur des actions Movicel, évoquées plus haut.

Toujours via DT Group, Trafigura a signé récemment un partenariat avec Angolana de Exploração de

Recursos Minerais (AEMR) pour l'exploitation de mines de fer²⁸. Les investissements totaux s'élèveraient à 1,2 milliard de dollars. Outre DT Group, les actionnaires d'AEMR sont Ferrangol, compagnie étatique, la firme Genius du général Joao de Matos ainsi que Mario Pizarro, ex-gouverneur de la Banque nationale d'Angola.

Contacté, Trafigura n'a pas souhaité répondre aux questions de la Déclaration de Berne.



Claude Dauphin, le fondateur de Trafigura.
© Keystone/Photoscene.ch/Klaus Rosza

²¹ Rafael Marques de Morais, « Trafigura and the Angolan Presidential Mafia », 5.1.2013.

²² Le trio possède 99,96% de Nazaki à travers Grupo Aquattro International SA, détenue à parts égales entre les trois hauts dignitaires angolais. Au moment où Nazaki reçoit de Sonangol ce « mandat » avec Cobalt, Manuel Vicente était encore le CEO de Sonangol. Il a ainsi usé de sa position publique pour attri-

buer une licence à une firme qu'il possède à titre privé (Rafael Marques de Morais, « Corruption in Angola: An Impediment to Democracy », 2011).

²³ Cobalt International Energy, Inc. 10-K Annual Report 2011, p. 50; *Financial Times*, « US to Probe Cobalt Oil Links in Angola », 21.2.2012.

²⁴ Cobalt International Energy, Inc. 10-K Annual Report 2011, p. 50.

²⁵ Rafael Marques de Morais, « Trafigura

and the Angolan Presidential Mafia », 5.1.2013.

²⁶ <http://besa.ao/ContentDisplay.aspx?id=17>; consulté le 23.1.2013.

²⁷ <http://publico.pt/politica/noticia/tres-figuras-proximas-de-eduardo-dos-santos-sob-investigacao-em-portugal--1571956>; publié le 10.11.2012.

²⁸ Africa Intelligence, « Trafigura and the new iron masters », N° 282, 3.10.2012.

CONCLUSION

A l'instar des questions que se posent les autorités américaines au sujet du partenariat Cobalt-Nazaki, la constellation d'intérêts qui entourent la naissance de DTS Holdings interpelle. Le général do Nascimento a pris la direction de Cochan (Singapour), en mai 2010, alors qu'il exerçait encore la fonction de Chef de la communication à la présidence de la République d'Angola. Il paraît difficilement concevable qu'il l'ait fait sans l'assentiment de son supérieur direct, le général Helder Vieira Dias Jr. ni même sans celui du président dos Santos. Assiste-t-on dès lors dans ce cas à une forme de « privatisation du pouvoir », selon l'expression de l'expert de l'Université d'Oxford, Ricardo Soares de Oliveira²⁹?

Par sa loi sur la probité administrative, la législation angolaise définit pourtant comme un acte de corruption le fait de s'enrichir illégalement et de recevoir des avantages économiques, tels que des commissions, pourcentages, gratifications ou cadeaux, de manière directe ou indirecte, d'une partie pouvant avoir avantage à bénéficier de l'action d'un représentant de l'Etat (art. 25, 1 a).

En l'espèce, dans le cas d'une

telle joint-venture entre Cochan PTE et Trafigura PTE, où s'arrête l'intérêt public du peuple angolais et où commence l'intérêt privé d'un général présent dans tous les pans stratégiques et lucratifs de l'économie nationale? Autre question: qui est le bénéficiaire ultime de Cochan (Bahamas), une société boîte aux lettres enregistrée chez un avocat? L'opacité de ce paradis fiscal ne permet pas d'y répondre.

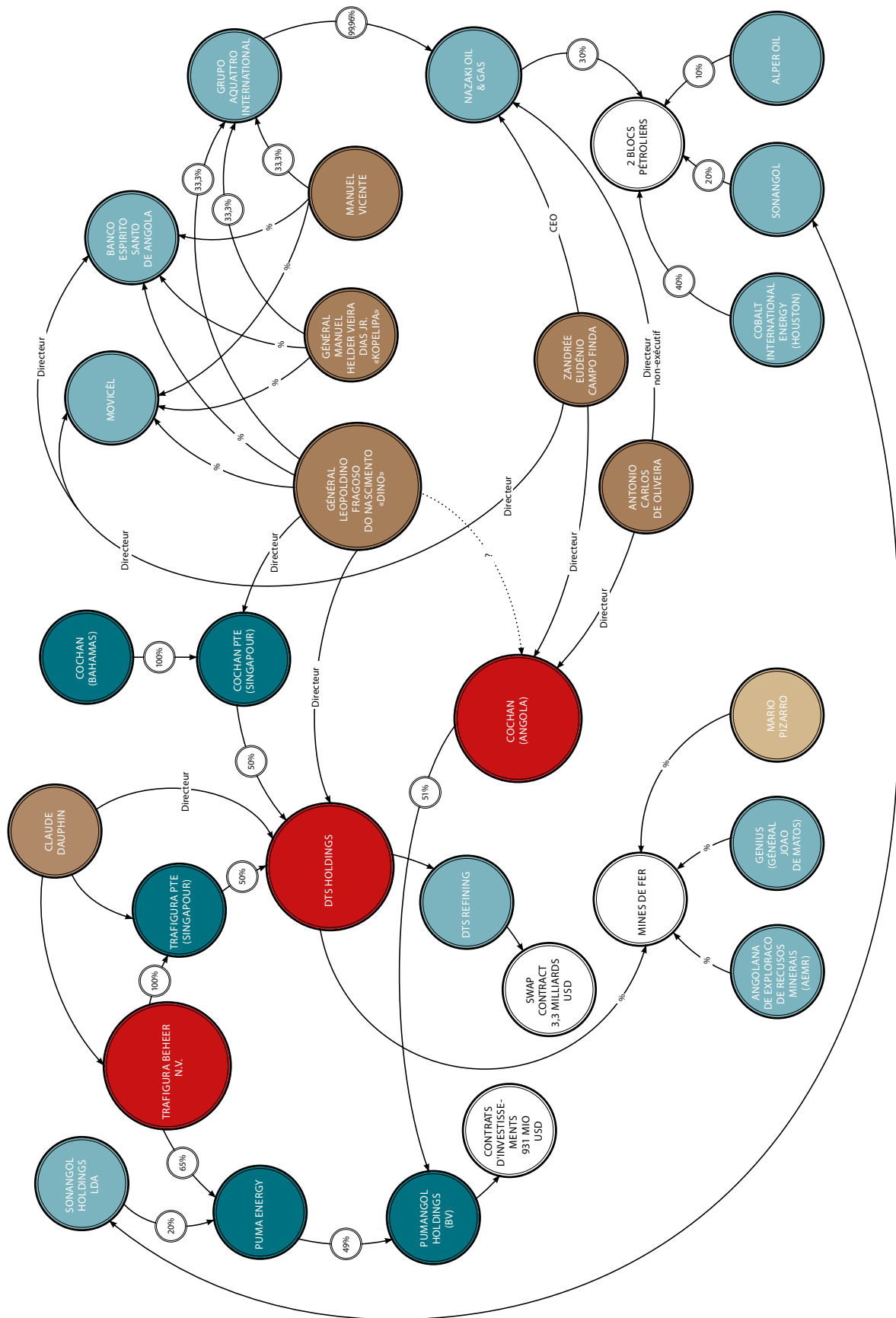
Pour sa part, Trafigura doit impérativement lever le voile sur ses accords privilégiés avec des officiels angolais de haut rang. Le recours systématique de Trafigura aux juridictions les plus opaques³⁰ de la planète favorise la dissimulation de contrats relevant de l'intérêt public. En rendant publics ces contrats, en particulier ceux concernant DTS Holdings et Puma Energy, Trafigura permettrait au peuple angolais d'y voir clair sur la façon dont sont administrées ses ressources. Et ce faisant, de réclamer des comptes à son gouvernement.

Alors que les Etats-Unis ont adopté des lois contraignant les firmes actives dans l'industrie pétrolière et minière à publier leurs

paiements aux gouvernements des pays producteurs, que l'Union européenne s'apprête à en faire de même, la Suisse doit également légiférer dans ce sens. Faute de quoi—l'histoire récente du secteur du négoce des matières et ce cas l'illustrent— en offrant domicile à des firmes travaillant dans le secret, la Confédération concourt à l'enrichissement d'une caste de dirigeants autocratiques au détriment de la population de l'un des pays les plus pauvres de la planète. Cette population doit pouvoir connaître les conditions dans lesquelles sont attribués les marchés publics de ses hydrocarbures. Le pétrole est une ressource non renouvelable: chaque baril qui ne contribue pas au développement de l'Angola est un baril perdu. La Suisse ne peut demeurer complice de cette situation.

²⁹ <http://economie.jeuneafrique.com/regions/afrique-subsaharienne/11276-angola-manuel-vicente-ne-croit-pas-a-la-corruption.html>; article du 15 juin 2012.

³⁰ Lire à ce sujet Déclaration de Berne, « Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières », Editions d'en bas, Lausanne, 2011, pp. 246-251.



Annex 1: Les affaires angolaises de Trifigura et du général Leopoldino Fragoso Do Nascimento.

Annex 2: Liste des questions adressées à Trafigura

- 1 Est-ce que Trafigura confirme l'existence, depuis 2009, d'un contrat SWAP avec l'Angola, lequel permet à Trafigura d'exporter du brut en échange de quoi il fournit des produits pétroliers à l'Angola?
- 2 Est-ce que Trafigura confirme avoir importé 3,25 millions de tonnes de produits pétroliers en 2011, pour une valeur de 3,3 milliards de dollars?
- 3 Pourquoi est-ce que Trafigura a choisi le général Leopoldino Fragoso do Nascimento et sa firme Cochan PTE (Singapour) comme partenaire pour former DTS Holdings?
- 4 Qui est le bénéficiaire ultime de Cochan (Bahamas), l'unique actionnaire Cochan PTE (Singapour), le partenaire de Trafigura?
- 5 Dans une autre joint-venture incluant la filiale de Trafigura, Puma Energy, appelée Pumangol Holdings (BVI), est-ce que Cochan (Angola) est associée au général Leopoldino Fragoso do Nascimento, comme le laisse penser la présence, à sa direction, de Zandree Eudénio de Campos Finda et de Antonio Carlos de Oliveira, représentants tous deux le général dans de multiples affaires?
- 6 Est-ce que Trafigura possède des actions de Cochan (Angola)?
- 7 Pourquoi est-ce que Cochan (Angola) est représenté par un homme appelé Nahary Vieira Dias Cardoso David, présenté comme un « investisseur national » et possesseur d'une adresse email @trafigura.com (*lire Diario de Republica, Orgao Oficial de Republica de Angola, 10 de Stembro de 2010, N° 173*)?
- 8 Est-ce que Trafigura sait que Cobalt International Energy est sous enquête aux Etats-Unis par la Securities and Exchange Commission (SEC) et le Department of Justice sous le Foreign Corrupt Practices Act en raison de son partenariat avec Nazaki Oil & Gas, qui appartient à trois officiels angolais, dont le général Leopoldino Fragoso do Nascimento (les deux autres sont Manuel Vicente, vice-président de l'Angola et le général Manuel Helder Vieira Dias Jr., chef du Bureau militaire de la présidence angolaise)?
- 9 Est-ce que Trafigura sait que ses partenaires angolais dans Cochan (Angola), Zandree Eudénio de Campos Finda et de Antonio Carlos de Oliveira, siègent également à la direction de Nazaki Oil & Gas?
- 10 Est-ce que Trafigura sait que les trois mêmes officiels angolais sont sous enquête pénale au Portugal pour évasion fiscale et blanchiment d'argent?
- 11 Est-ce que Trafigura peut confirmer que l'implication de DTS Holdings dans AEMR comprend un partenariat avec Mario Pizarro, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Angola, et une compagnie dénommée Genius, appartenant au général Joao de Matos?



Déclaration de Berne
Dichiarazione di Berne
Erklärung von Bern

Ensemble pour un monde plus juste. La Déclaration de Berne est une association suisse forte de quelque 23 500 membres qui s'engage pour des relations plus équitables entre la Suisse et les pays en développement. Par son travail de recherche, d'analyse, d'action auprès du public et de lobbying auprès des décideurs suisses, elle encourage une politique au service des droits humains et de l'environnement.

Plus d'informations sur www.ladb.ch

Déclaration de Berne
Rue de Genève 52
1004 Lausanne
Tél. +41 21 620 03 03
Fax +41 21 620 03 00
info@ladb.ch